Zeitschrift: Schweizerische Zeitschrift für Soziologie = Revue suisse de sociologie = Swiss journal of sociology

Herausgeber: Schweizerische Gesellschaft für Soziologie

Band: 40 (2014)

Heft: 1

Artikel: Stratification, mobilité sociale et positionnement politique en Suisse

Autor: Tillmann, Robin / Budowski, Monica / Masia, Maurizia

DOI: https://doi.org/10.5169/seals-815093

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Siehe Rechtliche Hinweise.

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. Voir Informations légales.

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. See Legal notice.

Download PDF: 16.05.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

Stratification, mobilité sociale et positionnement politique en Suisse[1]

Robin Tillmann*, Monica Budowski** et Maurizia Masia**

1 Introduction

1.1 L'objet principal de l'analyse de classe

Selon Weeden et Grusky (2005, 141–142), l'objectif principal de l'analyse de classe s'est transformé depuis les années quatre-vingt. Précisément, il s'est déplacé de préoccupations majoritairement macrosociologiques (action collective, révolutions, etc.) vers l'explication de la variabilité des « chances de vie », des comportements et des attitudes individuels. Au cours de la même période, la discipline sociologique a connu une résurgence « postmoderne » des thèses de la fin des classes sociales comme en témoignent de nombreux débats (Therborn 1986 ; Lee et Turner 1996 ; Pakulski et Waters 1996a ; Pakulski et Waters 1996b ; Evans 1999 ; Clark et Lipset 2001), notamment au sujet de la diminution de l'intensité de la relation entre la position de classe et les attitudes et les comportements politiques. Dans ce cadre, la critique « postmoderne » de l'analyse classiste affirme que ces derniers sont de plus en plus « individualisés » d'une part ; que lorsqu'il existe encore des contraintes « institutionnelles » (religion, sexe ou « race »), elles ne sont pas générées dans la sphère productive d'autre part.

1.2 Le débat au sujet de la fin des classes sociales

Plus généralement, les thèses contemporaines de la fin des classes sociales appuient leurs assertions sur plusieurs phénomènes caractéristiques de l'après Seconde Guerre mondiale (Chauvel 2001a, 318–320), principalement les suivants : la diffusion des droits politiques à l'ensemble de la population, l'augmentation du secteur tertiaire au sein de l'économie, l'élévation générale du niveau de vie et de la consommation, la démocratisation de l'enseignement, l'augmentation de la mobilité sociale, enfin le développement des revendications identitaires. Tous ces phénomènes convergeraient vers une dissolution des classes sociales, sous toutes leurs formes (objectives et subjec-

* Centre de compétences suisse en sciences sociales FORS, CH-1015 Lausanne, robin.tillmann@fors.unil.ch.

** Sociologie, politiques sociales et travail social, Université de Fribourg, CH-1700 Fribourg, monica.budowski@unifr.ch et maurizia.masia@unifr.ch.

1 Cette étude a été réalisée sur la base des données collectées par le Panel suisse de ménages (PSM), basé au Centre de compétences suisse en sciences sociales FORS. Le projet est financé par le Fonds national suisse de la recherche scientifique.

tives) de surcroît. Évidemment, la question de la validité de cette affirmation relève prioritairement d'une mise à l'épreuve empirique des thèses en question. Toutefois, à la suite de Chauvel (2003), on peut commencer par souligner qu'elles reposent sur deux présupposés « théoriques » très contestables. Premièrement, les thèses de la fin des classes sociales posent une correspondance stricte entre le monde social (ici les aspects objectifs de la classe sociale) et ses représentations (en l'occurrence les facettes subjectives de celle-ci). Ainsi, le constat (d'ailleurs plus ou moins bien établi) d'un affaiblissement des aspects subjectifs des classes sociales (de la conscience de classe) débouche sur l'affirmation de la disparition des classes sociales objectives (de la position de classe), alors que ces deux dimensions de la réalité sociale ne sont pas liées mécaniquement[2]. Deuxièmement, elles admettent le postulat de la linéarité de l'histoire sociale. Or, si la réduction de certaines inégalités fut une tendance effective durant la période dite des « Trente glorieuses » (Duménil et Lévy 2006), elle peut bien entendu ne pas nécessairement se prolonger pour un temps indéfini comme en témoignent d'ailleurs des études assez récentes sur l'augmentation, parfois modérée, des inégalités dans la plupart des pays (Bihr et Pfefferkorn 2008 ; OCDE 2008 ; Suter 2010).

Empiriquement, les thèses de la fin des classes sociales peuvent être testées dans de nombreux domaines de recherche correspondant à l'ensemble du champ des inégalités sociales. Elles peuvent l'être en ce qui concerne la structure de classe elle-même. C'est d'ailleurs sur les caractéristiques de cette dernière que les thèses en question affrontent une mise à l'épreuve cruciale. En effet, la dimension de l'évolution de la structure de classe est première dans la mesure où les thèses de la fin des classes sociales reposent grandement sur l'affirmation d'une transformation radicale de celle-ci dans le sens en particulier d'une « moyennisation », soit de la constitution d'une vaste et majoritaire « classe moyenne ». À ce propos, Tillmann (2010) a pu montrer que la société suisse contemporaine – à l'image de nombreuses autres sociétés européennes (Davies et Elias 2009) et des États-Unis (Chauvel 2001b) – n'est pas plus une société de classes moyennes que de classes populaires, réfutant ainsi lesdites thèses en la matière. Ces thèses peuvent aussi être testées « en amont » de la structure sociale, c'est-à-dire en matière de mobilité sociale intergénérationnelle. L'idée générale étant ici que si l'égalité des chances est garantie, ou au moins progresse significativement au fil du temps, alors il y a abolition, ou au moins déclin, des facteurs d'hérédité sociale et donc des classes sociales (du moins si l'on considère que la dimension de l'identité temporelle est constitutive de la classe sociale). L'analyse peut également, cette fois « en aval », se consacrer aux inégalités de ressources (matérielles, sociales, symboliques, etc.) ou aux pratiques et valeurs associées aux différentes positions de classe. L'idée étant alors, grosso modo, que si les inégalités sont faibles, voire quasi-nulles, ou au moins si elles tendent à diminuer notablement au cours du temps, ou si les pratiques et valeurs sont ou deviennent indifférenciées, alors il y a disparition,

2 Pour la Suisse, voir Levy et al. (1997a, 513–516) et Stamm et al. (2003, 130–136).

ou au moins affaiblissement, des classes sociales. À cet égard, à nouveau dans le cas de la société suisse contemporaine, Tillmann (2013) a pu conclure que la position de classe restait un facteur non négligeable d'inégalité et de différenciation en matière d'intégration professionnelle, de ressources économiques et sociales, enfin de comportements et de valeurs politiques. À ce niveau également, les thèses de la fin des classes sociales s'avèrent donc infondées empiriquement.

À notre connaissance, dans le cadre de la société suisse contemporaine au moins, un domaine reste toutefois relativement peu investigué, celui de la mobilité sociale. À l'instar de la thèse de la « moyennisation » de la société, la thématique de la mobilité sociale est centrale pour les thèses de la fin des classes sociales. En effet, ces dernières se sont souvent nourries de l'ampleur (supposée ou avérée) de la mobilité sociale (individuelle) pour affirmer la fin des classes sociales. Ainsi, la mobilité sociale empêcherait les classes de perdurer (Lemel 2004, 97–99). Plus précisément, même si les classes sociales peuvent (éventuellement) persister comme positions (objectives) de classe, elles n'existeraient plus comme classe identité (ou « classe-en-soi ») puisque le volume de la mobilité sociale déboucherait sur des classes « ouvertes » constituées d'occupants aux origines diversifiées et donc sans socialisation ni identité (temporelle) communes. Autrement dit, la mobilité sociale (en principe ascendante comme descendante) provoquerait une dissolution de la « conscience de classe » (alors que l'immobilité sociale devrait au contraire logiquement permettre son maintien). Des articles récents (Falcon 2012 ; Jann et Combet 2012), consacrés à la mobilité sociale intergénérationnelle, ont montré la persistance des inégalités des chances d'accès aux différentes positions de classe. Par contre, aucun ne traite des effets (ou non-effets) de la mobilité sociale sur le positionnement politique (ou la « conscience de classe »). Dès lors, dans cet article, nous nous inscrivons principalement dans une perspective de mise à l'épreuve des thèses du déclin des classes sociales, en particulier dans le domaine de la mobilité sociale et de ses effets en matière de comportements et de valeurs politiques (conçus donc en tant que manifestation de la « conscience de classe »).

2 Cadre théorique et hypothèses

2.1 Les deux faces de la mobilité sociale

L'analyse de la mobilité sociale – soit l'étude des processus par lesquels sont déterminés les positionnements sociaux des individus ou des familles (Vallet 2006, 113) – peut relever de différentes approches. Ainsi, à grands traits, le champ de recherche (« structuraliste ») jadis ouvert par Sorokin (1927) s'est historiquement fermé (Cuin 1993 ; Merllié 1994) pour constituer, dans sa version *mainstream*, un « paradigme » (« individualiste ») essentiellement basé sur l'analyse statistique (de plus en plus sophistiquée) de tables de mobilité croisant, dans le cas de la mobilité intergénérationnelle, deux

variables relatives à la distribution des individus dans la structure de classe selon, le plus souvent, la position des répondants au moment de l'observation d'une part, la position de leurs pères d'autre part (Cuin 1993, 116–118). Cette clôture « paradigmatique » – critiquée depuis longtemps (Bertaux 1976 ; Bertaux 1993 ; Blackburn et Prandy 1997) – a toutefois probablement autorisé une certaine cumulativité du savoir en la matière (Goldthorpe 2003) ; progrès parfois contesté (Chauvel 1998, 204), mais à tort (Vallet 2006, 120). De fait, ce courant de recherche a produit une littérature plus qu'abondante (Ganzeboom et al. 1991 ; Erikson et Goldthorpe 1992 ; Treiman and Ganzeboom 2000 ; Breen 2004 ; Breen et Jonsson 2005 ; pour la Suisse, Levy et al. 1997a, 235–316 ; Levy et al. 1997b ; Bergman et al. 2002) et a fait avancer la connaissance des régimes de mobilité sociale.

Dans ce cadre, la distinction entre mobilité structurelle et mobilité nette (ou « fluidité » sociale) est importante. Quant à cette dernière, soit en ce qui concerne le lien intrinsèque qui unit l'origine et la position de classe des individus, le programme de recherche dont les résultats sont exposés dans Breen (2004) a pu montrer qu'elle a eu tendance à s'accroître des années 1970 aux années 1990. Toutefois, cette croissance ne correspond pas à un changement suffisamment significatif des chances d'accès aux différentes positions sociales pour être obligatoirement perçue par les individus eux-mêmes (Vallet 2006, 146). Cette remarque permet d'introduire dans la discussion la notion de mobilité subjective, qui, contrairement à la mobilité objective mesurée par les sociologues, correspond à la comparaison qu'un individu effectue entre sa situation professionnelle propre et celle de son père et/ou de sa mère. Ces dernières années, la mobilité subjective a (re)commencé à faire l'objet d'investigation (Attias-Donfut et Wolff 2001 ; Duru-Bellat et Kieffer 2006 ; Merllié 2006) ; certains auteurs estimant même que le fait de croire en une mobilité sociale est aussi important que la mobilité réelle (Duru-Bellat et Kieffer 2006, 456). En effet, on peut, en matière de comportement politique des individus au moins, faire l'hypothèse que la mobilité subjective (le fait de croire en une mobilité sociale ascendante, par exemple) a au moins autant d'importance que la mobilité objective.

2.2 La fin des classes sociales en matière politique ?

Nous n'étudierons pas ici ces différentes faces de la mobilité sociale en tant que telles, mais les introduirons – de même que la position de classe actuelle et divers facteurs usuels de stratification sociale – dans l'analyse du comportement politique conçu comme un élément de la classe-identité. Cette dernière notion comprend, d'une part, des éléments objectifs comme le degré d'homogamie ou la proximité des pratiques ; d'autre part, des facettes plus subjectives telles que l'identité commune ou la conscience de classe (Lemel 2004, 24). Nous retenons cette dernière acception de la classe-identité, en la limitant à des aspects de la conscience de classe dans la sphère politique. Comme celle de la mobilité sociale, cette dimension est essentielle pour les thèses de la fin des classes sociales puisque l'affirmation de la dissolution de

la conscience de classe a souvent débouché, comme déjà mentionné, sur l'assertion plus générale de ladite fin. Au niveau individuel (micro), il est schématiquement possible de distinguer deux niveaux de conscience de classe : l'identité de classe et les intérêts de classe. Compte tenu des données auxquelles nous recourons, seuls des éléments relatifs aux intérêts de classe sont abordés.

La perspective classiste « traditionnelle » admet que (Marsh 2002, 21–23 ; Barone et al. 2007, 374) : (1) dans les sociétés contemporaines, la position de classe (la place dans la structure économique) est l'un des déterminants principaux des « chances de vie » individuelles ; (2) les individus occupant une même position dans la structure de classe savent partager un « destin commun », donc font face à des contraintes et des opportunités similaires en matière de ressources matérielles, et en conséquence tendent à identifier des intérêts matériels collectifs ; (3) ces mêmes individus opteront pour des orientations politiques communes et soutiendront (en particulier) les partis qui défendent leurs intérêts (ces derniers étant fondamentalement un intérêt au maintien du statu quo pour les classes « dominantes » et un intérêt au changement pour les classes « dominées »). Cette perspective a donné lieu à un intense débat, notamment en ce qui concerne l'évolution du vote de classe au cours des dernières décennies (Evans 1999 ; Clark et Lipset 2001). Dans ce cadre, la plupart des auteurs qui concluent à une diminution du vote de classe ont recours à l'indice d'Alford. Or, cet indice a été fortement contesté en raison de son caractère simplificateur (Evans 2000 ; Barone et al. 2007). En effet, il implique un modèle dichotomique de la structure sociale (ouvriers, non-ouvriers) ; il en va de même de l'offre politique qui prend la forme d'une opposition entre deux camps (gauche, non-gauche). Ainsi, des analyses plus sophistiquées ont clairement remis en cause la thèse d'une baisse systématique et générale de la relation entre la position de classe et le vote de classe (Evans 1999). Selon ces dernières, on constate au contraire une persistance du lien entre les positions (et les trajectoires) objectives dans la structure de classe et certains comportements et attitudes politiques dans l'ensemble des démocraties des pays « développés » (Manza et al. 1995 ; Brooks et Manza 1997 ; Evans 1999 ; Evans 2000 ; Gijsberts et Nieuwbeerta 2000 ; Prandy 2000 ; Weakliem 2001 ; Mayer 2003 ; Vester 2003 ; Peugny 2006 ; Kalmijn et Kraaykamp 2007 ; van der Waal et al. 2007 ; Paterson 2008). L'intensité dudit lien étant certes variable dans le temps comme dans l'espace (Kelley et Evans 1995), et la Suisse caractérisée par un relativement faible niveau de vote de classe (Nieuwbeerta et de Graaf 1999 ; Nieuwbeerta et Ultee 1999).

Les débats mentionnés montrent qu'il s'agit, d'une part, d'éviter l'usage d'indicateurs de position de classe trop agrégés et, d'autre part, de tenir compte du caractère multidimensionnel du comportement politique (Mayer 2010). Dès lors, dans un premier temps, l'analyse portera sur l'abstention qui tend à révéler la renonciation à la représentation politique et le sentiment d'incompétence politique (Bourdieu 1979 ; Goldthorpe 2001). Dans un deuxième temps, bien que le vote

constitue le rapport principal entre « professionnels » et « profanes » de la politique dans le cadre de ladite représentation, nous nous pencherons sur le positionnement politique (mesuré par la traditionnelle échelle gauche-droite). En effet, on peut considérer, premièrement, que celui-ci est en principe relativement indépendant de l'« offre » des partis (un éventuel vote de classe ne pouvant s'exprimer que si les partis politiques répondent à une « demande » en « offrant » des choix qui font écho à des attentes et/ou des intérêts, différenciés voire antagonistes, de classe, voir Ornstein (2003) ou Weakliem et Heath (1999)). Deuxièmement, pour les personnes de nationalité étrangère, dont on tient compte contrairement aux études électorales, le positionnement politique (voir plus loin la formulation de la question au point 3.2) ne pose pas les problèmes que peut entraîner la question, très hypothétique pour les non-électeurs, relative au choix d'un parti en cas d'élection au Conseil national[3]. Cette option permet donc d'inclure, sans biais particulier, la population étrangère dans nos analyses et ainsi de ne pas se focaliser sur les personnes ayant le droit de vote mais de faire porter l'analyse sur l'ensemble des individus qui forment le champ de la « consommation » politique (Slothuus 2005). Dans un troisième temps, enfin, dans la mesure où elles constituent aujourd'hui un terrain privilégié des luttes d'intérêts entre les différentes classes, il faut se pencher sur les questions de redistribution des ressources par l'État (Edlund 2003 ; Spire 2011).

Le principal objectif de cet article est donc de contribuer empiriquement au débat au sujet de la fin des classes sociales. À cette fin, nous procédons à une analyse (exploratoire) dans les domaines – mobilité sociale (tant objective que perçue), position de classe, prise de position politique – précédemment abordés, mais fréquemment considérés de manière séparée. Dès lors, de manière générale, l'analyse empirique vise à mettre en lumière s'il existe, et à quel degré, une persistance du lien entre, d'une part, les positions sociales et les trajectoires sociales (objectives comme subjectives) et, d'autre part, les comportements et attitudes politiques. Selon la littérature citée plus haut et de précédents résultats de recherche, admettant donc que la position de classe et la mobilité sociale continuent d'influencer les comportements et attitudes politiques, nous nous attendons à ce que, en particulier, l'abstention politique, le positionnement à gauche et la propension à être favorable à une politique de redistribution soient significativement plus élevés parmi les positions de classes populaires (hypothèse 1), pour les personnes faisant l'expérience d'une mobilité sociale descendante (tant subjective qu'objective) (hypothèse 2), enfin lorsque la mobilité objective et la mobilité subjective ne concordent pas, soit en cas de dissonance à cet égard (hypothèse 3).

3 C'est la raison pour laquelle les personnes de nationalité étrangère sont toutefois exclues de l'analyse de la participation/abstention électorale.

3 Données et mesures

3.1 Les données

Cet article est basé sur les données du Panel suisse de ménages (PSM). L'objectif principal du PSM est d'observer le changement social au niveau micro, notamment l'évolution des conditions de vie de la population en Suisse. Depuis 1999, le PSM est mené annuellement, de septembre à février, auprès de ménages privés. Les données sont collectées selon la technique de l'interview téléphonique assistée par ordinateur (CATI). Actuellement, il est constitué de deux échantillons représentatifs de la population résidante permanente tirés par l'Office fédéral de la statistique (OFS) en 1999 et 2004. Nous utilisons les données de l'année 2004 en raison de la taille (et de la représentativité) de l'échantillon ainsi disponible; cette année-là environ 8 000 interviews individuelles ont été réalisées. Selon les différentes sélections effectuées (voir le point 3.3 ci-après), le nombre total d'observations utilisées dans l'analyse est d'environ 1 470[4].

3.2 Les variables dépendantes

Compte tenu du point 2.2, les dimensions suivantes de la sphère politique ont donc été prises en compte: l'abstention, le positionnement politique, enfin les attitudes en matière de redistribution. L'abstention est mesurée par la réponse « n'irait pas voter » à la question suivante: « S'il y avait une élection au Conseil national demain, pour quel parti voteriez-vous ? ». Elle correspond à la renonciation à porter la voix et à se faire entendre, finalement à défendre ses intérêts.

Le positionnement politique est évalué par le biais de la traditionnelle échelle gauche-droite d'orientation politique. La formulation de la question est la suivante: « À propos de politique, les gens parlent de gauche et de droite. Où vous situez-vous personnellement, si 0 signifie ‹ gauche › et 10 ‹ droite › ». Bien qu'il y ait une tripartition de l'espace politique suisse (Nicolet et Sciarini 2010), nous nous concentrons dans cet article sur le positionnement à gauche (correspondant aux valeurs de 0 à 3 sur l'échelle considérée). Si l'on schématise l'idée d'intérêts de classe, un positionnement de gauche exprimant en principe un intérêt au changement par rapport à un statu quo favorable aux classes « dominantes ».

Les attitudes face à la redistribution, quant à elles, sont mesurées par les réponses relatives à deux items: l'opinion sur les dépenses sociales (« Êtes-vous pour une diminution ou pour une augmentation des dépenses sociales de la Confédération ? ») et l'opinion sur la taxation des revenus élevés (« Êtes-vous pour une augmentation ou pour une diminution de la taxation sur les revenus élevés ? »). Seules les personnes qui sont à la fois favorables à une augmentation des dépenses sociales et à une augmentation de la taxation sont considérées comme soutenant les politiques redistributives.

4 Pour plus d'informations: http://www.swisspanel.ch.

3.3 Les variables indépendantes

La position de classe est mesurée par les catégories socioprofessionnelles helvétiques (CSP-CH). Elles peuvent être considérées comme un schéma de classe s'inspirant à la fois de Wright (1985 ; 1997) et de Goldthorpe (1980 ; Erikson et Goldthorpe 1992) (Bergman et al. 2002). Les CSP-CH se basent sur la situation professionnelle et sur le concept de ressources sociales. Ces dernières sont approchées par des compétences liées (1) à l'organisation du travail et (2) à la formation et aux connaissances. La combinaison de ces critères crée huit catégories (au premier niveau de classement) : dirigeants, professions libérales, autres indépendants, professions intellectuelles et d'encadrement, professions intermédiaires, employés, ouvriers, travailleurs non qualifiés (Joye et al. 1995)[5].

La mobilité sociale subjective est mesurée par une évaluation de la personne interrogée elle-même qui correspond à la réponse donnée à la question suivante : « Globalement, pensez-vous que votre situation professionnelle est meilleure que celle de votre père, équivalente, moins bonne ou incomparable ? ». La modalité « incomparable » est exclue afin de garder trois types clairs de trajectoires sociales, soit : stable (« équivalente »), ascendant (« meilleure ») et descendant (« moins bonne »). Cette exclusion provoque celle d'environ 900 cas. Cela est certes dommageable, mais s'avère nécessaire à l'établissement de trajectoires sociales impliquant une dimension « hiérarchique »[6]

En ce qui concerne la mobilité sociale objective, la destinée sociale est définie par la position de classe du répondant au moment de l'enquête. L'origine sociale de celui-ci est mesurée par celle de son père lorsque ce dernier avait quinze ans environ (ce qui est une convention usuelle des études de mobilité sociale). Suivant une convention également habituelle (Vallet 2006, 119), nous ne considérons que les répondants âgés de 25 à 64 ans.

Afin de construire des trajectoires sociales objectives similaires aux trajectoires subjectives d'une part, de confronter mobilité objective et subjective d'autre part, il est nécessaire d'ordonner les différentes CSP-CH puisque qu'un schéma de classe ne correspond pas nécessairement à un ensemble strictement hiérarchisé de catégories. Pour ce faire, nous avons recouru à l'indice de prestige des professions de Treiman (1977). L'ordonnancement des catégories est dès lors le suivant dans un ordre décroissant : dirigeants et professions libérales, professions intellectuelles et d'encadrement, professions intermédiaires, indépendants, employés qualifiés, ouvriers qualifiés, travailleurs non qualifiés. Sur cette base, il est loisible de comparer origine et

5 Empiriquement, les catégories « dirigeants » et « professions libérales » sont regroupées pour des raisons relatives au nombre d'observations les concernant. Seule la population active occupée au moment de l'enquête est considérée ici.

6 Outre cet aspect quantitatif, on pourrait penser que cette incapacité à se situer hiérarchiquement pose un problème substantiel, à savoir indique en elle-même une certaine disparition des classes sociales. À notre sens, il n'en est rien. Cette incapacité traduit plutôt, très vraisemblablement, les phénomènes de mobilité dite « horizontale » (Vester 2003).

destinée sociales et de construire, comme précédemment, des trajectoires (de mobilité objective) stables, ascendantes ou descendantes. Dès lors, il est également possible de confronter les trajectoires de mobilité objective et subjective[7], afin de définir les cas de conformité entre la trajectoire objective et la trajectoire perçue, comme les cas où des écarts peuvent être observés soit dans le sens d'une surestimation soit dans celui d'une sous-estimation (Duru-Bellat et Kieffer 2006, 460–461).

Les autres variables indépendantes sont le sexe, la nationalité (suisse, étrangère), la classe d'âge (25–34 ans, 35–44 ans, 45–54 ans, 55 ans et plus) et la confession (protestante ou réformée, catholique romaine, catholique chrétienne, autre confession, sans confession). Elles sont, notamment, des variables sociodémographiques traditionnelles dans l'analyse des comportements politiques (Nadeau et al. 2012) et représentent, dans notre cadre d'analyse, les contraintes « institutionnelles » générées hors de la sphère productive qui, selon la critique « postmoderne » de l'analyse classiste, se seraient substituées aux facteurs liés à la classe sociale.

4 Résultats[8]

4.1 L'abstention politique[9]

En somme, l'abstention déclarée (en cas d'élection au Conseil national) est d'environ 6% ; malgré des effectifs parfois faibles, il est possible de relever qu'elle s'avère plus élevée qu'en moyenne chez les employés (8%), les ouvriers (11%) et les travailleurs non qualifiés (18%), en cas de mobilité objective descendante (10%), parmi les femmes (10%) et les 25–34 ans (9%). Toutefois, plus généralement, les relations (mesurées par le V de Cramer) entre l'abstention et les facteurs pris en compte ne sont relativement fortes et significatives (statistiquement parlant) que dans les cas de la position de classe (0.17), du sexe (0.13) et de la mobilité sociale objective (0.12). En outre, l'analyse de régression logistique (voir le tableau 1) montre, malgré des problèmes de significativité, que l'ensemble des variables du modèle « expliquent » tout de même environ 17% du risque d'abstention (Nagelkerke R Square de 0.176).

7 La mobilité subjective est toujours « brute ». Il s'agit donc aussi de la comparer avec la mobilité sociale observée, indépendamment de la distinction maintenant usuelle entre mobilité structurelle et mobilité nette (Duru-Bellat et Kieffer 2006, 471–472).

8 La non-réponse, non abordée systématiquement ici, peut être considérée comme une réponse à part entière, comme un indice de la distance entretenue avec l'univers politique (Michelat et Simon 1982). À titre d'exemple, la non-réponse à la question sur le choix d'un parti en cas d'élections s'élève au total à environ 16%. L'analyse bivariée montre qu'elle est significativement plus élevée que la moyenne chez, notamment, les ouvriers (25%), les travailleurs non qualifiés (33%), les mobiles descendants (23%), les femmes (22%), les 25–34 ans (21%), les étrangers (33%) et les catholiques chrétiens (50%). L'analyse multivariée (régression logistique) montre que les meilleurs prédicteurs du risque de non-réponse sont dans l'ordre, au sein des variables retenues, la nationalité, la confession et la position de classe.

9 Les chiffres mentionnés dans le texte n'apparaissent pas toujours dans les tableaux présentés. Ils sont toutefois disponibles auprès des auteurs.

Tableau 1 Risque d'abstention en cas d'élection en 2004 (régression logistique)

	n	S.E.	Wald	Sig.	Exp(B)
CSP			15.71	**	
Dirigeants & professions libérales	35	6 809.52		n.s.	0.00
Autres indépendants	130	0.96		n.s.	2.45
Professions intellectuelles et d'encadrement	158				
Professions intermédiaires	259	0.84		n.s.	3.41
Employés qualifiés	177	0.84		*	5.41
Ouvriers qualifiés	56	0.90		**	12.37
Travailleurs non qualifiés	32	0.98		**	18.23
Mobilité subjective			4.25	n.s.	
Ascendante	530				
Stable	196	0.56		*	3.19
Descendante	121	1.04		n.s.	5.42
Mobilité objective			1.86	n.s.	
Ascendante	457				
Stable	200	0.75		n.s.	0.36
Descendante	190	1.07		n.s.	0.25
Confrontation mobilités objective et subjective			3.12	n.s.	
Surestimation	239	0.77		n.s.	2.52
Conformité	461				
Sous-estimation	147	0.81		n.s.	0.24
Sexe			3.74	*	
Hommes	482				
Femmes	365	0.35		*	1.96
Classe d'âge			8.46	*	
25 à 34 ans	156				
35 à 44 ans	296	0.37		n.s.	0.82
45 à 54 ans	247	0.47		*	0.35
55 ans et plus	148	0.61		*	0.25
Confession			1.01	n.s.	
Protestante ou réformée	347	0.50		n.s.	1.56
Catholique romaine	304	0.53		n.s.	1.21
Catholique chrétienne	28	7 031.22		n.s.	0.00
Autre confession	43	0.77		n.s.	1.29
Sans confession	125				
Nagelkerke R^2	0.176				

Notes : Catégorie de référence en italique. Degrés de signification : n.s. non significatif ; * ≤ 0.05 ; ** ≤ 0.01 ; *** ≤ 0.001 ; n : 1 470.
Source : Panel suisse de ménages (PSM), pondération transversale individu.

Elle dévoile également que seuls, par ordre d'importance, la position de classe, la classe d'âge et le sexe sont des « prédicteurs » (Wald) significatifs de l'abstention déclarée en cas d'élection[10]. De plus, cette analyse confirme (Exp(B)) que le risque en question est particulièrement important pour les ouvriers et les travailleurs non qualifiés d'une part, et pour les femmes, mais dans une moindre mesure, d'autre part. C'est dire que les variables de trajectoire sociale (mobilité objective, subjective, de même que leur confrontation) ne semblent pas avoir d'influence sur l'abstention politique.

4.2 Le positionnement politique

Le positionnement à gauche (sur l'échelle gauche-droite) se monte à 25% au total. L'analyse bivariée montre qu'il est sensiblement plus élevé chez les dirigeants et professions libérales (30%), les professions intellectuelles et d'encadrement (32%), les travailleurs non qualifiés (37%), en cas de mobilité subjective descendante (29%), pour les femmes (28%), les 25–34 ans (30%), les étrangers (30%), enfin chez les personnes d'« autre religion » (28%) ou sans religion (36%). Les associations statistiques (V de Cramer) égalent ou excèdent toutefois les 10% qu'en ce qui concerne la position de classe, l'âge et la confession.

Quant à elle, l'analyse de régression logistique (voir le tableau 2) confirme le rôle de la confession qui se trouve être le meilleur « prédicteur » d'un positionnement à gauche parmi les variables de stratification prises en compte (qui, en somme, n'« expliquent » qu'environ 8% dudit positionnement). Toutefois, les variables relatives à la classe sociale ne sont pas sans effet. Contrairement à ce que l'on observe en matière d'abstention politique, c'est cette fois plutôt les variables de trajectoire sociale, du moins certaines, qui semblent avoir une influence sur le positionnement à gauche. En effet, notamment, la mobilité subjective descendante induit un « risque » relativement important d'un tel positionnement politique. Autrement dit, le sentiment de déclassement est associé à une contestation du statu quo.

4.3 Les politiques de redistribution

En somme, les politiques redistributives ont le soutien de 32% de la population. Ce soutien est notamment supérieur chez les femmes (38%) et chez les personnes sans religion (46%) (les associations statistiques (V de Cramer) étant de 0.10 pour le sexe et 0.13 pour la confession). Comme précédemment, les variables introduites dans l'analyse de régression logistique n'« expliquent » que 8% du « risque » d'exprimer une attitude favorable aux politiques de redistribution. Cette analyse permet malgré tout de confirmer que c'est le sexe qui en est le meilleur « prédicteur », suivi par la confession (voir le tableau 3 ci-après). Si la position de classe actuelle ne semble pas avoir d'influence sur l'attitude sous revue, les facteurs de trajectoire sociale, par contre, jouent un rôle à cet égard. En particulier, à nouveau, la trajectoire sociale

10 Les effets de l'âge, lorsqu'ils existent, peuvent refléter des effets de la cohorte ; il ne s'agit pas de les décomposer ici.

Tableau 2 Risque de positionnement à gauche en 2004 (régression logistique)

	n	S.E.	Wald	Sig.	Exp(B)
CSP			10.44	n.s.	
Dirigeants & professions libérales	36				
Autres indépendants	140	0.43		n.s.	0.66
Professions intellectuelles et d'encadrement	183	0.41		n.s.	1.10
Professions intermédiaires	280	0.40		n.s.	0.75
Employés qualifiés	187	0.42		n.s.	0.67
Ouvriers qualifiés	62	0.47		n.s.	0.88
Travailleurs non qualifiés	33	0.53		n.s.	1.55
Mobilité subjective			9.31	**	
Ascendante	568				
Stable	212	0.30		n.s.	1.19
Descendante	141	0.50		*	3.29
Mobilité objective			8.64	*	
Ascendante	495				
Stable	205	0.35		**	0.35
Descendante	221	0.51		**	0.25
Confrontation mobilités objective et subjective			5.19	n.s.	
Surestimation	259	0.38		*	2.11
Conformité	503				
Sous-estimation	159	0.37		*	0.45
Sexe			1.79	n.s.	
Hommes	529				
Femmes	392	0.15			1.23
Classe d'âge			8.95	*	
25 à 34 ans	197				
35 à 44 ans	325	0.18		n.s.	0.72
45 à 54 ans	258	0.20		n.s.	0.67
55 ans et plus	141	0.25		**	0.48
Confession			16.52	**	
Protestante ou réformée	347	0.20		**	0.53
Catholique romaine	327	0.20		**	0.53
Catholique chrétienne	46	0.37		**	0.37
Autre confession	57	0.28		n.s.	0.95
Sans confession	144				
Nationalité			0.17	n.s.	
Suisse	813				
Etrangère	108	0.18			1.07
Nagelkerke R^2	0.078				

Notes : Catégorie de référence en italique. Degrés de signification : n.s. non significatif ; * ≤ 0.05 ; ** ≤ 0.01 ; *** ≤ 0.001 ; n : 1 470.
Source : Panel suisse de ménages (PSM), pondération transversale individu.

Tableau 3 Risque d'être favorable à une politique de redistribution en 2004 (régression logistique)

	n	S.E.	Wald	Sig.	Exp(B)
CSP			5.63	n.s.	
Dirigeants & professions libérales	37				
Autres indépendants	148	0.42		n.s.	1.18
Professions intellectuelles et d'encadrement	198	0.40		n.s.	1.36
Professions intermédiaires	310	0.39		n.s.	1.73
Employés qualifiés	205	0.41		n.s.	1.67
Ouvriers qualifiés	81	0.44		n.s.	1.73
Travailleurs non qualifiés	49	0.48		n.s.	1.46
Mobilité subjective			10.59	**	
Ascendante	635				
Stable	237	0.25		*	1.82
Descendante	156	0.43		**	4.12
Mobilité objective			9.67	**	
Ascendante	543				
Stable	236	0.30		**	0.40
Descendante	249	0.44		**	0.27
Confrontation mobilités objective et subjective			9.28	**	
Surestimation	296	0.33		**	2.55
Conformité	552				
Sous-estimation	180	0.31		**	0.44
Sexe			19.59	***	
Hommes	582				
Femmes	446	0.13			1.81
Classe d'âge			0.43	n.s.	
25 à 34 ans	218				
35 à 44 ans	368	0.16		n.s.	0.91
45 à 54 ans	279	0.18		n.s.	0.95
55 ans et plus	163	0.20		n.s.	0.89
Confession			18.88	**	
Protestante ou réformée	379	0.19		**	0.51
Catholique romaine	370	0.18		***	0.47
Catholique chrétienne	63	0.28		*	0.57
Autre confession	65	0.27		**	0.41
Sans confession	151				
Nationalité			5.70	*	
Suisse	899				
Etrangère	129	0.15			1.45
Nagelkerke R^2	0.079				

Notes : Catégorie de référence en italique. Degrés de signification : n.s. non significatif ; * ≤ 0.05 ; ** ≤ 0.01 ; *** ≤ 0.001 ; n : 1 470.
Source : Panel suisse de ménages (PSM), pondération transversale individu.

telle qu'elle est perçue (la mobilité subjective) ; une trajectoire descendante, par exemple, provoque une propension relativement élevée à se montrer favorable à la redistribution.

Au final, en tant que telle, la première hypothèse formulée plus haut peut être réfutée dans la mesure où la position de classe n'a pas un effet systématique sur l'ensemble des dimensions politiques prises en compte dans cet article. En effet, si les positions de classe populaires (soit les positions d'employés, d'ouvriers et de travailleurs non qualifiés) sont, comme attendu, associées à une forte abstention électorale (déclarée), leurs occupants ne montrent par contre ni propension particulière à se positionner à gauche, ni disposition marquée pour les politiques redistributives. Ces constats tendent à concorder avec des études démontrant la recomposition du vote de classe (pour la Suisse, par exemple, Oesch et Rennwald 2010) ou la tendance des catégories dominées à s'exclure du champ politique (Nicolet et Sciarini 2010). Rigoureusement, la deuxième hypothèse doit également être rejetée puisque les différentes formes de mobilité sociale considérées (objective et subjective) n'ont pas systématiquement les effets escomptés. Ainsi, elles semblent n'en avoir aucun sur l'abstention politique ; par contre, elles ont un effet sur le positionnement à gauche d'une part, sur les attitudes envers la redistribution d'autre part. Dans un cas comme dans l'autre, une trajectoire de mobilité subjective descendante augmente la tendance à prendre de telles positions, alors qu'une trajectoire objective descendante, au contraire, la réduit. En tout état de cause, ces résultats montrent que la mobilité subjective est en effet aussi importante que la mobilité réelle (Duru-Bellat et Kieffer 2006). Enfin, en ce qui concerne notre troisième hypothèse, elle peut aussi être repoussée car, là aussi, les effets attendus ne se produisent pas, du moins pas constamment. En effet, les résultats de la confrontation entre mobilité objective et subjective n'ont pas de conséquences sur l'abstention et le positionnement à gauche ; toutefois, on peut relever notamment un effet de la surestimation de la trajectoire sociale sur la propension à être favorable à la redistribution.

5 Conclusion

Au-delà de la mise à l'épreuve de ces hypothèses, qui bien que formellement réfutées montrent malgré tout le peu d'assise empirique des thèses de la fin des classes sociales prises rigoureusement, les analyses menées débouchent sur une vision nuancée des « déterminants » du comportement politique (du moins tel qu'abordé ici). Premièrement, il est loisible de souligner que, excepté le cas de l'abstention politique, les variables de stratification considérées n'« expliquent » qu'environ 8% des phénomènes sous revue. Deuxièmement, on peut noter que les diverses facettes prises en compte de la sphère politique sont influencées par différents facteurs de stratification. Ainsi, l'abstention politique est avant tout influencée par la position de classe actuelle,

puis par la classe d'âge. Quant à lui, le positionnement politique à gauche l'est tout d'abord par la confession (ou son absence), puis principalement par la trajectoire sociale subjective (descendante). La propension à se montrer favorable envers les politiques de redistribution est elle influencée par le sexe, puis à nouveau par la confession, mais aussi par les facteurs de trajectoire sociale (notamment, comme précédemment, par une trajectoire subjective descendante). Ainsi, il semble difficile de favoriser de manière générale, pour reprendre la distinction de Wright (1997), l'une des deux approches (processuelle ou structurelle) des questions de classe. Par contre, on peut affirmer que la mobilité sociale subjective a en effet autant d'importance que la mobilité objective en matière politique.

En outre, on peut relever que, tendanciellement, les effets de la position de classe actuelle et ceux de la confession semblent s'exclure mutuellement. En effet, lorsqu'il existe un effet notable de la position de classe (dans les cas du risque d'abstention), alors il n'y a pas d'effet de la confession. A contrario, quand on n'observe pas d'effet de la position de classe, alors la confession (son absence) s'avère posséder un effet important (comme dans les cas du positionnement à gauche et des attitudes face à la redistribution). Un tel jeu d'exclusion mutuelle se retrouve en ce qui concerne la position de classe et la trajectoire sociale cette fois. De la sorte, lorsqu'il y a un effet de la position de classe actuelle (en matière d'abstention donc), alors il n'existe pas d'effet de la trajectoire sociale. À l'opposé, quand aucun effet de la position de classe n'est relevé (une fois encore aux niveaux du positionnement à gauche et de la redistribution), alors il y a un effet de la trajectoire sociale. Ce qui signifie aussi que, souvent, les effets de la confession et ceux de la trajectoire sociale semblent aller de pair : lorsqu'il n'y a pas d'effet de la confession, il en va de même pour la trajectoire sociale ; quand il existe un effet de cette dernière, il y a également un effet de la confession. De futures recherches devraient tenter d'éclairer ces phénomènes. En tout état de cause, contrairement à certaines attentes ou affirmations, la confession (la religion) et la classe sociale semblent être restées, ou sont redevenues, des facteurs de différenciation politique.

6 Références bibliographiques

Attias-Donfut, Claudine et François-Charles Wolff. 2001. La dimension subjective de la mobilité sociale. *Population* 56(6) : 919–958.

Barone, Carlo, Mario Lucchini et Simone Sarti. 2007. Class and political preferences in Europe : a multilevel analysis of trends over time. *European Sociological Review* 23(3) : 373–392.

Bergman, Manfred Max, Dominique Joye et Beat Fux. 2002. Social change, mobility, and inequality in Switzerland in the 1990s. *Revue suisse de sociologie* 28(2) : 267–295.

Bertaux, Daniel. 1976. Pour sortir de l'ornière néo-positiviste. *Sociologie et Sociétés* 8(2) : 119–133.

Bertaux, Daniel. 1993. Mobilité sociale : l'alternative. *Sociologie et Sociétés* 25(2) : 211–222.

Bihr, Alain et Roland Pfefferkorn. 2008. *Le système des inégalités*. Paris : Éditions La Découverte.

Blackburn, Robert M. et Kenneth Prandy. 1997. The reproduction of social inequality. *Sociology* 31(3): 491–509.

Bourdieu, Pierre. 1979. *La distinction. Critique sociale du jugement.* Paris: Éditions de Minuit.

Breen, Richard (éd.). 2004. *Social Mobility in Europe.* Oxford: Oxford University Press.

Breen, Richard et Jan O. Jonsson. 2005. Inequality of opportunity in comparative perspective: recent research on educational attainment and social mobility. *Annual Review of Sociology* 31: 223–243.

Brooks, Clem et Jeff Manza. 1997. Class politics and political change in the United States, 1952–1992. *Social Forces* 76(2): 379–408.

Chauvel, Louis. 1998. *Le destin des générations. Structure sociale et cohortes en France au XXe siècle.* Paris: Presses Universitaires de France.

Chauvel, Louis. 2001a. Le retour des classes sociales? *Revue de l'OFCE* 79: 315–359.

Chauvel, Louis. 2001b. Un nouvel âge de la société américaine? Dynamiques et perspectives de la structure sociale aux Etats-Unis (1950–2000). *Revue de l'OFCE* 76: 7–51.

Chauvel, Louis. 2003. Inégalité, conscience et système de classes sociales: les contradictions de l'objectivité et de la subjectivité. *Comprendre* 4: 129–152.

Clark, Terry Nichols et Seymour Martin Lipset (éds.). 2001. *The Breakdown of Class Politics. A Debate on Post-industrial Stratification.* Washington, Baltimore et Londres: Woodrow Wilson Center Press, The Johns Hopkins University Press.

Cuin, Charles-Henry. 1993. *Les sociologues et la mobilité sociale.* Paris: Presses Universitaires de France.

Davies, Rhys et Peter Elias. 2009. The application of ESeC to three sources of comparative European data. Pp. 61–86 in *Social Class in Europe: an Introduction to the European Socio-economic Classification*, édité par David Rose et Eric Harrison. Londres: Routledge.

Duménil, Gérard et Dominique Lévy. 2006. Néolibéralisme: dépassement ou renouvellement d'un ordre social? *Actuel Marx* 40(2): 86–101.

Duru-Bellat, Marie et Annick Kieffer. 2006. Les deux faces – objective/subjective – de la mobilité sociale. *Sociologie du travail* 48(4): 455–473.

Edlund, Jonas. 2003. The influence of the class situations of husbands and wives on class identity, party preference and attitudes towards redistribution: Sweden, Germany and the United States. *Acta Sociologica* 46(3): 195–214.

Erikson, Robert et John H. Goldthorpe. 1992. *The Constant Flux. A Study of Class Mobility in Industrial Societies.* Oxford: Clarendon Press.

Evans, Geoffrey (éd.). 1999. *The End of Class Politics? Class Voting in Comparative Context.* Oxford: Oxford University Press.

Evans, Geoffrey. 2000. The continued significance of class voting. *Annual Review of Political Science* 3: 401–417.

Falcon, Julie. 2012. Temporal trends in intergenerational social mobility in Switzerland: a cohort study of men and women born between 1912 and 1974. *Revue suisse de sociologie* 38(2): 153–175.

Ganzeboom, Harry B. G., Donald J. Treiman et Wout C. Ultee. 1991. Comparative intergenerational stratification research: three generations and beyond. *Annual Review of Sociology* 17: 277–302.

Gijsberts, Mérove et Paul Nieuwbeerta. 2000. Class cleavages in party preferences in the new democracies in Eastern Europe. A comparison with Western democracies. *European Societies* 2(4): 397–430.

Goldthorpe, John H. (avec Catriona Llewellyn et Clive Payne). 1980. *Social Mobility and Class Structure in Modern Britain.* Oxford: Clarendon Press.

Goldthorpe, John H. 2001. Class and politics in advanced industrial societies. Pp. 105–120 in *The Breakdown of Class Politics. A Debate on Post-industrial Stratification*, édité par Terry Nichols Clark et Seymour Martin Lipset. Washington, Baltimore et Londres: Woodrow Wilson Center Press, The Johns Hopkins University Press.

Goldthorpe, John H. 2003. Progress in sociology: the case of social mobility research. *Sociology Working Papers* 8. University of Oxford, http://www.sociology.ox.ac.uk/documents/working-papers/2003/2003-08.pdf (07.07.2004).

Jann, Ben et Benita Combet. 2012. Zur Entwicklung der intergenerationalen Mobilität in der Schweiz. *Revue suisse de sociologie* 38(2): 177–199.

Joye, Dominique, Martin Schuler et Urs Meier. 1995. *La structure sociale de la Suisse. Catégories socio-professionnelles.* Berne: Office fédéral de la statistique.

Kalmijn, Matthijs et Gerbert Kraaykamp. 2007. Social stratification and attitudes: a comparative analysis of the effects of class and education in Europe. *The British Journal of Sociology* 58(4): 547–576.

Kelley, Jonathan et M. D. R. Evans. 1995. Class and class conflict in six Western nations. *American Sociological Review* 60(2): 157–178.

Lee, David J. et Bryan S. Turner (éds.). 1996. *Conflicts about Class. Debating Inequality in Late Industrialism.* Londres et New York: Longman.

Lemel, Yannick. 2004. *Les classes sociales.* Paris: Presses Universitaires de France.

Levy, René, Dominique Joye, Olivier Guye et Vincent Kaufmann. 1997a. *Tous égaux? De la stratification aux représentations.* Zurich: Éditions Seismo.

Levy, René, Dominique Joye et Vincent Kaufmann. 1997b. Changement structurel et mobilité sociale en Suisse. *Revue suisse de sociologie* 23(3): 463–490.

Manza, Jeff, Michael Hout et Clem Brooks. 1995. Class voting in capitalist democracies since World War II: dealignment, realignment, or trendless fluctuation? *Annual Review of Sociology* 21: 137–162.

Marsh, Robert M. 2002. Social class identification and class interest in Taiwan. *Comparative Sociology* 1(1):17–41.

Mayer, Nona. 2003. Que reste-t-il du vote de classe? Le cas français. *Lien social et Politiques* 49: 101–111.

Mayer, Nona. 2010. *Sociologie des comportements politiques.* Paris: A. Colin.

Merllié, Dominique. 1994. *Les enquêtes de mobilité sociale.* Paris: Presses Universitaires de France.

Merllié, Dominique. 2006. Comment confronter mobilité «subjective» et mobilité «objective»? *Sociologie du travail* 48(4): 474–486.

Michelat, Guy et Michel Simon. 1982. Les «sans réponse» aux questions politiques: rôles imposés et compensation des handicaps. *Année sociologique* 3(32): 81–114.

Nadeau, Richard, Eric Bélanger, Michael S. Lewis-Beck, Bruno Cautrès et Martial Foucault. 2012. «Les variables sociodémographiques» Pp. 53–82 in *Le vote des Français de Mitterand à Sarkozy*, édité par Richard Nadeau, Martial Foucault et Bruno Cautrès. Paris: Presses de Sciences Po.

Nicolet, Sarah et Pascal Sciarini (éds.). 2010. *Le destin de la gauche. Analyse du vote PS et Verts en Suisse.* Genève: Georg.

Nieuwbeerta, Paul et Nan Dirk de Graaf. 1999. "Traditional class voting in twenty postwar societies" Pp. 23–56 in *The End of Class Politics? Class Voting in Comparative Context*, édité par Geoffrey Evans. Oxford: Oxford University Press.

Nieuwbeerta, Paul et Wout Ultee. 1999. Class voting in Western industrialized countries, 1945–1990: systematizing and testing explanations. *European Journal of Political Research* 35(1): 123–160.

OCDE. 2008. Croissance et inégalités. Distribution des revenus et pauvreté dans les pays de l'OCDE. Paris: OCDE.

Oesch, Daniel et Line Rennwald. 2010. The class basis of Switzerland's cleavage between the New Left and the populist Right. *Swiss Political Science Review* 16(3): 343–371.

Ornstein, Michael. 2003. Classes sociales et scrutins provinciaux au Canada: le cas de l'Ontario. *Lien social et Politiques* 49: 83–100.

Pakulski, Jan et Malcolm Waters. 1996a. The reshaping and dissolution of social class in advanced society. *Theory and Society* 25(5): 667–691.

Pakulski, Jan et Malcolm Waters. 1996b. Misreading status as class: a reply to our critics. *Theory and Society* 25(5): 731–736.

Paterson, Lindsay. 2008. Political attitudes, social participation and social mobility: a longitudinal analysis. *The British Journal of Sociology* 59(3): 413–434.

Peugny, Camille. 2006. La mobilité sociale descendante et ses conséquences politiques: recomposition de l'univers de valeurs et préférence partisane. *Revue française de sociologie* 47(3): 443–478.

Prandy, Kenneth. 2000. Class, the stratification order and party identification. *British Journal of Political Science* 30(2): 237–258.

Slothuus, Rune. 2005. Political taste as a marker of class: a Bourdieu approach to the study of public opinion formation. *World Political Science Review* 1(2): 73–98.

Sorokin, Pitirim. 1927. *Social Mobility*. New York et Londres: Harper's & Brothers.

Spire, Alexis. 2011. La domestication de l'impôt par les classes dominantes. *Actes de la recherche en sciences sociales* 190: 58–71.

Stamm, Hanspeter, Markus Lamprecht, Rolf Nef, Dominique Joye et Christian Suter. 2003. *Soziale Ungleichheit in der Schweiz. Strukturen und Wahrnehmungen*. Zurich: Seismo Verlag.

Suter, Christian. 2010. Globalization, economic and social transformation, and inequality: introduction to special issue. *International Journal of Comparative Sociology* 51(4): 243–245.

Therborn, Göran. 1986. "Class analysis: history and defence" Pp. 96–132 in *The Sociology of Structure and Action*, édité par Ulf Himmelstrand. Londres: Sage Publications.

Tillmann, Robin. 2010. Une société de classes moyennes? Le cas de la société suisse contemporaine. *Sociologie* 1(2): 253–271.

Tillmann, Robin. 2013. Vers une société sans classes? Le cas de la société suisse contemporaine (1970–2008). Paris: L'Harmattan.

Treiman, Donald J. 1977. *Occupational Prestige in Comparative Perspective*. New York: Academic Press.

Treiman, Donald J. et Harry B. G. Ganzeboom. 2000. "The fourth generation of comparative stratification research" Pp. 123–150 in *The International Handbook of Sociology*, édité par Stella R. Quah et Arnaud Sales. Londres: Sage Publications.

Vallet, Louis-André. 2006. « Une société plus ouverte: la France entre 1970 et 1993 » Pp. 113–151 in *L'épreuve des inégalités*, édité par Hugues Lagrange. Paris: Presses Universitaires de France.

Vester, Michael. 2003. Class and culture in Germany. *Sociologia, Problemas e Pràticas* 42: 25–64.

Waal, Jeroen van der, Peter Achterberg et Dick Houtman. 2007. Class is not dead – it has been buried alive: class voting and cultural voting in postwar Western societies (1956–1990). *Politics & Society* 35(3): 403–426.

Weakliem, David L. 2001. "Social class and voting: the case against decline" Pp. 197–223 in *The Breakdown of Class Politics. A Debate on Post-industrial Stratification*, édité par Terry Nichols Clark et Seymour Martin Lipset. Washington, Baltimore et Londres: Woodrow Wilson Center Press, The Johns Hopkins University Press.

Weakliem, David L. et Anthony F. Heath. 1999. "The secret life of class voting: Britain, France, and the United States since the 1930s" Pp. 97–136 in *The End of Class Politics? Class Voting in Comparative Context*, édité par Geoffrey Evans. Oxford: Oxford University Press.

Weeden, Kim A. et David B. Grusky. 2005. The case for a new class map. *American Journal of Sociology* 111(1): 141–212.

Wright, Erik Olin. 1985. *Classes*. Londres et New York: Verso.

Wright, Erik Olin. 1997. *Class Counts. Comparative Studies in Class Analysis*. Cambridge: Cambridge University Press.